

Bruxelles, 29 juin 2026

IVG : la Plateforme Abortion Right dénonce une nouvelle confiscation du vote

La Plateforme Abortion Right dénonce avec force la séquence politique de ces derniers jours, qui aboutit une nouvelle fois à empêcher tout vote sur une réforme ambitieuse de la loi relative à l'interruption volontaire de grossesse (IVG).

Samedi 20 juin, le conseil des ministres restreint devait clarifier la position du gouvernement sur l'IVG. Il a surtout confirmé une chose : la réforme de la loi relative à l'IVG est une nouvelle fois renvoyée à plus tard. Plutôt que de répondre aux recommandations du rapport d'expert·es et aux besoins des femmes, des personnes enceintes et des professionnel·les de terrain, le gouvernement a choisi de lier ce dossier à une négociation globale sur plusieurs questions éthiques, avec la promesse d'un texte en décembre - pour autant que ce calendrier ne soit pas, lui aussi, à nouveau reporté.

Mardi 24 juin, en commission Justice de la Chambre, alors que des propositions de loi déposées par *Anders* et le *PTB* permettant d'améliorer concrètement l'accès à l'IVG pouvaient être débattues et soumises au vote, la majorité a organisé un nouveau verrouillage. En invoquant l'article 49 du règlement de la Chambre, elle a obtenu l'ajournement du texte au motif que le gouvernement pourrait déposer son propre projet plus tard.

« Il s'agit très clairement de manœuvres dilatoires qui empêchent le Parlement de débattre et de se prononcer sur une réforme portée par une majorité alternative. Les recommandations des 35 expert·es désigné·es par le gouvernement précédent sont sur la table depuis trois ans. Les organisations de terrain, les centres de planning familial et les professionnel·les de la santé portent ces recommandations depuis des années. Les propositions de loi existent. Le large consensus au sein de la population aussi. La seule chose qui manque, c'est le courage politique de voter. »

La Plateforme Abortion Right rappelle qu'il est **urgent d'adopter une réforme** qui garantisse réellement l'accès à l'IVG en s'alignant sur le consensus scientifique : allongement du délai légal à minimum 18 semaines, suppression du délai d'attente obligatoire, reconnaissance de l'avortement comme un soin de santé fondamental et suppression des sanctions pénales à l'égard des femmes et personnes enceintes.

« Pendant que le gouvernement reporte et bloque le dossier de l'IVG, ce sont les femmes et les personnes enceintes qui en paient le prix. Depuis des années, promesses non tenues, marchandages politiques et votes empêchés se succèdent, maintenant en place une loi qui continue de créer des obstacles bien réels à l'accès à l'IVG ».

Chaque année, des centaines de femmes et de personnes enceintes sont contraintes de se rendre à l'étranger, le plus souvent aux Pays-Bas, parce qu'elles dépassent le délai légal belge. Cela implique des coûts importants, une organisation dans l'urgence, des déplacements, de l'isolement et des obstacles que toutes ne peuvent pas surmonter.

Celles qui n'ont pas les moyens de partir restent sans solution. Certaines sont contraintes de poursuivre une grossesse non désirée. **Cette réalité est inacceptable.**

L'avortement est un droit humain et un soin de santé essentiel. Il doit être accessible en Belgique de manière sûre, légale, sans discriminations et sans sanctions.

La Plateforme Abortion Right refuse que ce droit soit une nouvelle fois sacrifié sur l'autel des calculs politiques. Le gouvernement doit laisser le Parlement exercer son rôle de législateur. Les parlementaires doivent pouvoir débattre et voter en toute autonomie.

Assez de promesses vides. Assez de faux-fuyants. Assez de manœuvres.

L'avortement est un droit. Parlementaires, changez la loi !

Contact Presse : lucie.barridez@laicite.net - 0472055530

Les Membres de la Plateforme : Amnesty International Belgique francophone, Centre d'Action Laïque, Conseil des Femmes Francophone de Belgique, deMens.nu – Unie Vrijzinnige Verenigingen vzw, Fédération des Centres de Planning et de Consultations, Fédération des Centres Pluralistes de Planning Familial, Fédération Laïque de Centres de Planning familial, La Fédé militante des centres de Planning familial solidaires – Sofélia, Furia, Groupe d'Action des Centres Extra-Hospitaliers Pratiquant L'Avortement ASBL, Garance, Humanistisch – Vrijzinnige Vereniging (HVV), LUNA abortus centra, Médecins du Monde – Dokters van de Wereld, Nederlandstalige Vrouwen Raad (à l'exception de l'organisation membre Vrouw&Maatschappij), O'YES asbl, Synergie des femmes pour l'égalité entre les Femmes et les Hommes, Université des femmes, VUB Dilemma et de nombreux centres de planning familial.